

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Israel-et-l-Arabie-saoudite-deux-grands-colonisateurs-de-la-planete>

Israël et l'Arabie saoudite, deux grands colonisateurs de la planète

- Empire et Résistance - Afrique et Monde Arabo-Musulman -

Date de mise en ligne : dimanche 21 juin 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Paris - Le fait est patent et la source béton. C'est écrit noir sur blanc dans un rapport américain intitulé « [Global Land and Water Grabbing](#) » (accaparement mondial de la terre et des eaux) et publié par la revue Golias Hebdo N° 275 (semaine du 14 au 20 Février 2013).

Israël est l'un des plus grands colonisateurs de la planète et l'un des plus importants pollueurs des terres d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie

Une colonisation de l'ordre de 20 fois la superficie de la Palestine, alors que l'Arabie saoudite, sous la bannière de la firme Ben Laden, la firme familiale du fondateur d'Al Qaida, se tournait vers l'Afrique et l'Asie pour s'assurer des terres arables pour parvenir son auto suffisance alimentaire.

L'expérience d'Israël de la colonisation de la Palestine l'a conduite à coloniser des terres à travers le Monde représentant vingt fois sa superficie au détriment des populations et de l'environnement des pays pauvres :

- **En Guinée**, Simandou, une montagne isolée au milieu de la forêt équatoriale, dans les confins de la Guinée. Son sous-sol renferme du minerai de fer, la plus importante réserve inexploitée au monde. Sa valeur : plusieurs dizaines, voire centaines de milliards de dollars. Le sous-sol de la Guinée regorge de matières premières : bauxite, diamant, or, uranium, fer, etc. Les principaux groupes miniers de la planète s'y disputent les concessions. Mais les 11 millions d'habitants ne profitent guère de ces trésors. Le scandale de Simandou met en cause l'homme le plus riche d'Israël, Benny Steinmetz. Une des plus importantes opérations de pillage des richesses minières d'Afrique sur fond de corruption des élites africaines et d'évasion de capitaux, avec la complicité d'un ex-première dame guinéenne.
- **Au Gabon** pour la culture du Jatropa, nécessaire à la production de biocarburants.
- **En Sierra Leone** où la colonisation israélienne représente 6,9 pour cent du territoire de ce pays de l'Afrique de l'Ouest de surcroît diamantifère.
- **Aux Philippines** où la proportion des terres « confisquées » atteint 17,2 pour cent de la surface des terres agricoles.
- **En République Démocratique du Congo** pour la culture de la canne à sucre, en sus de l'exploitation diamantifère. Avec en prolongement dans la région des grands lacs, un prosélytisme visant la conversion des Tutsi au judaïsme, en une opération visant à forger une nouvelle identité pour une stratégie de conquête et de préservation des intérêts israéliens dans la zone, parallèlement à la stratégie avec la stérilisation des Fallachas, juifs d'Éthiopie en Israël. Nul n'est à l'abri de contradictions.

Les scandales abondent au Congo Kinshasa où Laurent Désiré Kabila a payé de sa vie ses indécidables en attribuant l'exploitation diamantifère à un groupe israélien.

Israël est à la tête des pays qui contrôlent les terres dans les pays pauvres, avec les États-Unis, la Grande Bretagne et la Chine. Selon cette de « *The Journal of the National Academy of Sciences of the United States* » et reprise par Golias, 90 pour cent de ces terres se trouvent dans 24 pays situées pour la plupart en Afrique, en Asie et en Amérique Latine.

Depuis la crise alimentaire de 2007-2008, les sociétés étrangères s'emparent de dix millions d'hectares annuellement de terres arables. Les nouvelles cultures se font souvent au détriment des jungles et des zones d'importance environnementales, menacées ans leur biodiversité. Elles utilisent engrais et pesticides et libèrent

d'importantes quantités de gaz à effet de serre. Au final, le phénomène sape les bases de la souveraineté alimentaire et détourne en particulier les ressources en eau.

Dans les pays de l'Afrique anglophone...

S'appuyant sur les pays africains anglophones non musulmans, l'Éthiopie, l'Ouganda et le Kenya, Israël a opéré une percée diplomatique majeure dans l'Afrique anglophone obtenant la réduction du quota des eaux du Nil de l'Égypte, la plus grande pantalonnade diplomatique de l'ère Moubarak, qui a coûté son pouvoir à l'égyptien.

Négociant avec l'égyptien Moubarak, lui faisant miroiter la possibilité d'une succession dynastique en faveur de son fils, Israël a incité les états africains à réclamer une majoration de leur quote-part dans la répartition hydraulique du cours d'eau, alléchant les Africains par des projets économiques et les investisseurs égyptiens par des promesses d'intéressement aux projets israéliens. En Éthiopie, Israël a financé la construction de dizaines de projets pour l'exploitation des eaux du Nil Bleu.

L'accès d'Israël au périmètre du bassin du Nil, via le sud Soudan avec le concours français et américain, s'est doublé du lancement d'un projet de la construction d'un Canal reliant la Mer Rouge à la Mer Méditerranée, depuis Eilat. Disposant de deux voies de navigation, l'un pour l'aller, l'autre pour le retour, le canal israélien, contrairement à l'Égyptien concurrencera fortement le Canal de Suez et entraînera une perte de 50 pour cent des recettes égyptiennes de 8 milliards de dollars par an à 4 milliards. Mais l'Égypte semble avoir pris de vitesse son rival israélien avec le lancement de la construction d'un canal complémentaire, en partenariat avec l'Arabe saoudite, dans la foulée de la nouvelle offensive israélienne sur Gaza, -Bordure protectrice-, qui a eu lieu du 8 Juillet au 7 août 2014.

Le harcèlement israélien des communautés libanaises d'Afrique, particulièrement au Nigeria et au Sierra Leone vise ainsi à éliminer des concurrents dans l'exploitation diamantifère du sous-sol africain et à assécher le flux financier provenant des émigrés chiites vers leurs coreligionnaires du sud Liban. A fragiliser le glacis constitué par l'immigration chiite libanaise en Afrique et en Amérique latine face à la colonisation rampante des terres entreprises par Israël dans ses deux zones.

Le Mossad recruterait même des journalistes arabes pour surveiller les libanais d'Afrique, selon les révélations faites au journal espagnol [El País](#) par un ancien agent, journaliste algérien [Saïd Sahnoune](#).

Saïd Sahnoune avait été recruté à Tel-Aviv en 1998. En usant de sa qualité de journaliste, il espionnait pour le Mossad à Abidjan en Côte-d'Ivoire. Il était chargé de la surveillance de la colonie libanaise chiite en Afrique de l'Ouest. Sahnoune espionnait également en Tunisie, mais surtout au Liban après le retrait d'Israël du Sud du pays, qu'il occupait jusqu'en 2000. Le paiement de l'espion algérien se faisait en espèces à Chypre à raison de 1 500 dollars par mois en plus de la prise en charge de ses frais de mission qui lui permettaient de gagner jusqu'à 6 000 dollars quand les cibles étaient atteintes.

Israël est le plus important soutien des dictatures du tiers monde, l'allié indéfectible du régime d'Apartheid d'Afrique du sud. La garde prétorienne de tous les dictateurs francophones qui ont pillé l'Afrique. De Joseph Désiré Mobutu (Zaïre-RDC), à Omar Bongo (Gabon), à Gnassingbé Eyadema (Togo) et même Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire) et Laurent Gbagbo, à Paul Biya, le président off-shore du Cameroun, dont le territoire sert de transit aux ravisseurs Boko Haram. Au-delà en Amérique latine au Honduras, à la Colombie et au Paraguay.

Et en Amérique latine...

L'offensive anti Hezbollah en Amérique latine viserait en outre à jeter un écran de fumée sur la face hideuse de l'humanitarisme israélien. À camoufler la colonisation rampante des terres en Colombie et cette singulière imposture que constitue la reproduction du régime d'apartheid de la Palestine au Honduras. Ah les douloureuses réminiscences. [Israël est l'un des plus gros exportateurs d'armes à destination de l'Amérique du sud](#)

En Colombie, Israël passe pour avoir encadré les forces colombiennes dans l'assaut contre les FARC visant à la libération de l'otage Ingrid Bettencourt. L'état hébreu a pris le contrôle d'immenses superficies pour cultiver la canne à sucre. Et le Honduras est devenu une terre de prédilection de la transposition de l'Apartheid israélien sur le territoire latinoaméricain.

Le Honduras affiche en effet le plus fort taux d'homicides par habitants au monde (85,5 pour 100 000 en 2012), soit environ 20 meurtres par jour, à 95% impunis, dont la pauvreté touche plus de 70 % de la population, selon l'ONG locale Forum de la dette extérieure et qui peine, de surcroît, à se remettre des conséquences du renversement du président Manuel Zelaya en juin 2009 par des militaires soutenus par des secteurs de la droite et les milieux d'affaires.

Une aubaine pour Israël : « Le Honduras est aujourd'hui, comme la Palestine, un laboratoire du génocide indigène, laboratoire des techniques de contre-insurrection, laboratoire de ghettoïsation et contention de populations mises en esclavage.

Il est aussi le laboratoire de la mise en place d'un néo libéralisme absolu, grâce à la cession de souveraineté sur des régions entières du pays par les moyens de la « [Loi Hypothèque](#) » et la création d'enclaves néo libérales soustraites au territoire national, les « *Zones d'Emploi et de Développement Économique* » ou « *Cités Modèles* » ou « *Villes Charters* », ainsi que « la cession des droits sur l'ensemble des ressources naturelles du pays » est-il écrit.

Autre plaie de l'économie africaine : le bradage des terres arables

Depuis 2006, près de 20 millions d'hectares de terres arables ont fait l'objet de négociations dans le monde car d'ici à 2050, la production agricole devrait croître de 70 % pour répondre à l'augmentation de la population, selon l'*Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture* (FAO). Mais cette offensive sur les terres ne se fait pas sans dérapages. Le recadrage des investissements s'impose, faute de quoi ils risquent de déséquilibrer le pays cible, à l'image des visées du coréen Daewoo à Madagascar. À l'affût d'une hausse durable des prix des denrées ou d'une volatilité accrue des marchés, ce néo colonialisme agricole est devenu un élément stratégique pour les pays soucieux s'assurer leur sécurité alimentaire.

Aux fonds souverains d'états soucieux d'assurer leur stratégie d'approvisionnement, parmi lesquels les pays du Golfe ou la Chine, se sont ajouté des investisseurs privés, locaux ou étrangers. Les acquisitions de terres se sont accélérées avec la crise alimentaire de 2008. L'Arabie saoudite a mis sur pied une société publique pour financer les entreprises privées du royaume qui achètent des terres à l'étranger. Au Mali, les nouvelles mises en culture bénéficient surtout aux investisseurs libyens. L'octroi de 100 000 hectares à la société Malibya, liée à l'ancien dirigeant libyen, le colonel Mouammar Kadhafi a fait grand bruit. « Les hectares des Libyens sont au début des canaux d'irrigation, ils seront servis en eau avant nous », regrettent les paysans. « Même s'ils disent opérer dans le cadre de la coopération, nous ne comprenons pas bien quels sont les intérêts derrière tout cela », résume Mamadou Goïta, de l'ONG malienne Afrique verte. Les producteurs redoutent aussi les intentions des Chinois de développer la canne à sucre, gourmande en eau. Ils en cultivent déjà 6 000 hectares et contrôlent la sucrerie Sukala.

Face à la montée des eaux, les Maldives cherchent des terres d'accueil. Soixante-dix mille personnes s'entassent à Malé, lourd plateau urbain posé à fleur d'océan Indien. Pour l'heure, cette barrière artificielle tient bon. Elle a réussi à protéger la capitale de ce singulier État des Maldives, archipel aux vingt-six atolls et aux 1 200 îles dont les écrins de corail occupent une place de choix dans les catalogues du tourisme mondial. Mais pour combien de temps encore ?

Le raz-de-marée de 1987 inonda une partie de Malé et causa un choc profond dans la population.

Puis le phénomène climatique *El Niño* provoqua, en 1998, un blanchissement massif des coraux : 90 % de ceux situés à moins de 15 mètres de profondeur périrent. Enfin, le tsunami de décembre 2004 frappa sévèrement l'archipel, détruisant deux îles, imposant l'évacuation de six autres, et le déplacement de près de 4 000 personnes (sur 280 000 habitants).

Aux îles Kiribati... Même cause, même réaction : face à la montée des eaux qui les menacent, les îles Kiribati, un archipel du Pacifique, envisagent de se lancer dans l'achat de nouvelles terres. « L'alternative, c'est de mourir, de disparaître ». Les Kiribati doivent faire face à une montée des eaux de 5 mm par an depuis 1991, qui entraîne notamment une salinisation de l'eau douce. Dans un premier temps, le gouvernement avait opté pour une politique de formation et d'émigration maîtrisée. Mais la crise économique l'a conduit à envisager cette solution plus radicale.

L'Arabie saoudite a mis sur pied une société publique pour financer les entreprises privées du royaume qui achètent des terres à l'étranger. Elle s'est tournée vers l'Afrique, en raison de sa proximité avec le Royaume. La firme saoudienne « Haïl Hadco » loue ainsi des milliers d'hectares au Soudan avec pour objectif d'en cultiver 40.000, alors que le groupe Ben Laden, spécialisé dans les travaux publics, s'est engagé en Asie à la tête d'un consortium, espérant, à terme, gérer 500 000 hectares de rizières en Indonésie, dans le cadre d'un projet agricole de 1,6 million d'hectares comprenant la production d'agro carburant.

Fonds vautours, évaporation de recettes, corruption, gabegie des transferts des fonds des migrants, bradage des terres arables. L'Afrique est elle condamnée à demeurer un tonneau des danaïdes.

Références :

- L'economie déboussolée http://ccfd-terresolidaire.org/e_upload/pdf/ed_110110_bd.pdf?PHPSESSID=2...
- **À propos des Fonds vautours** : Rapport de la Plate forme française Dette et développement et du CNCD (Centre national de coopération au développement) intitulé « Un vautour peut en cacher un autre ou comment nos lois encouragent les prédateurs des pays pauvres endettés, juin 2009. L'Afrique : Un continent touché plus que d'autres par la crise financière » <http://www.dia-afrique.org/suite.php?newsid=12031> Ainsi que <http://www.cadtm.org/spip.php?article4654>
- **À propos du transfert des fonds des migrants africains** vers leur pays natal, Cf. article de Grégoire Allix in LE MONDE du 22 octobre 2009
Bertrand d'Armagnac : la course aux terres arables Le Monde du 23 avril 2010 http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/04/22/la-course-aux-terres-arables-devient-preoccup-ante_1341086_3244.html

René Naba pour [Madaniya](#)

* [René Naba](#) est journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo-musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. **Auteur de :**

- ▶ « L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres » (Goliath),
- ▶ « Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français » (Harmattan),
- ▶ « Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres » (Harmattan),
- ▶ « Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David » (Bachari),
- ▶

« Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle » (Golias).responsable éditorial
www.madaniya.info

[Madaniya](#). Paris, 21 juin 2015